

Communiqué de presse

L'expulsion, le 23 juillet dernier, des habitants de l'ex-caserne Cardot à Marseille, a rejeté sur le trottoir 180 personnes, dont de très nombreux enfants. Une partie d'entre eux a trouvé refuge dans un square, au bout du bd de Plombières. Sans point d'eau, sans sanitaires, ils sont de plus constamment harcelés par la police.

La réquisition citoyenne, le 12 novembre 2012, de cette ancienne caserne avait permis à ces personnes pendant neuf mois de vivre à l'abri, d'avoir un foyer, de bénéficier d'un suivi médical pour tous et, enfin, pour les enfants d'aller à l'école dans leur quartier, comme n'importe quel autre écolier, montrant que leur intégration était possible.

Prochainement, **d'autres bidonvilles à Marseille devraient être vidés de leurs occupants par la force publique, sans solutions alternatives d'hébergement, et c'est près d'un millier de personnes qui ont repris ou vont reprendre la vie d'errance de la rue, chassées sans répit !** Sur tous ces lieux, à Marseille, à Marignane..., le manque d'eau est catastrophique rendant les misérables conditions de vie matérielles et sanitaires encore aggravées par la canicule.

C'est inacceptable au XXI^e siècle, dans la capitale européenne de la « Kulture », dans le pays dit des droits de l'Homme. C'est inacceptable dans une ville fondée, il y a plus de 2600 ans, par des migrants grecs, et qui, au fil du temps, a su adopter plusieurs vagues migratoires, que ce soient des Piémontais, des Arméniens, des Italiens du Sud, des Maghrébins, des Comoriens, etc., et qui refuse ces migrants européens !

Qu'attendent les responsables politiques et de l'État pour se conformer à la loi qui les oblige à héberger toute personne à la rue et en détresse ? Qu'il y ait des morts ?

C'est pourquoi nous vous invitons à une conférence de presse

Vendredi 2 août 2013 à 11 heures

Square Lionel Rathery

(bd de Plombières [vers entrée autoroute], 13014 - entrée côté tunnel croisement bd de Plombières/traverse de Gibbes)

Nous tenons à rendre publics :

Les dangers que vivent ces personnes. En cette période de canicule, il ne s'agit plus de non-assistance à personne en danger mais d'un véritable crime.

Les mensonges de l'État et la brutalité de sa force publique, qui au lieu de protéger les faibles les harcèle et les jette sur le trottoir.

L'hypocrisie et la manipulation des diagnostics dits « sociaux ».

L'abandon par la Ville et l'État des quartiers les plus pauvres.

La lâcheté de la plupart des élus, toutes tendances confondues, qui, par jeu électoraliste, n'hésitent pas à utiliser le hideux discours du racisme et de l'exclusion.

Notre détermination dans ce combat pour la dignité de chacun et pour l'application pour toute personne du droit à avoir un abri décent.

À l'appel de : Action pour la Vie, Attac, CCFD-Terre Solidaire 13, Cimade, Collectif de Solidarité avec les Roms-Marseille, Comité de coordination du 91 Plombières, Eau Bien Commun Paca, Emmaüs Saint-Marcel, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, LDH 13, Mille Bâbords, MRAP 13, NPA 13, Pastorale des Migrants, PCF 13, PG 13...

Avec les interventions de : Jean-Marc Bremond, CSR - Jean-Pierre Cavalié, Cimade - Patrick Cher, Emmaüs Saint-Marcel - Salva Condro, LDH 13 - Jean-Marc Coppola, PCF 13 - Bernard Mounier, Eau Bien Commun Paca

--

Le Collectif de Solidarité avec les Roms de Marseille

Maison Méditerranéenne des Droits de l'Homme
34, Cours Julien
13006 MARSEILLE
04 91 42 94 65

collectifsolidariterroms13@gmail.com